

Vive l'euro, jusqu'à ce que la France en crève !



Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault vient de confirmer sur France Inter, le dimanche 2 septembre, que le cap des 3 millions de chômeurs avait été franchi. Avec ce commentaire : « La situation est particulièrement grave. »

Certes.

Mais que propose le chef du gouvernement ?

PLUS QUE JAMAIS, LA LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE IMPOSE DE COMMENCER PAR SORTIR DE L'EURO ET DE L'UE

Je l'ai dit maintes fois, depuis la création de l'UPR il y a bientôt 5 ans et demi : il est IMPOSSIBLE de lutter contre la montée inexorable du chômage et des délocalisations, tant que la France :

1. n'aura pas remis en cause les **articles 32 et 63 du traité sur le fonctionnement de l'UE** (TFUE, qui reprend des dispositions identiques figurant dans le traité de Maastricht). Ces articles donnent en effet le feu vert général à toutes les délocalisations industrielles et placent les salariés français en concurrence frontale avec des centaines de millions de salariés chinois, indiens, ou du Sud-est asiatique payés 20 fois moins - ce qui constitue évidemment une concurrence intenable ;
2. ne sera pas sortie de la monnaie européenne, car notre pays n'est plus maître de ses taux d'intérêt et de ses taux de change. En outre le maintien en survie artificielle de l'euro exige des politiques d'austérité toujours plus gravement récessives, ce qui plonge tous les pays de la zone dans une dépression économique et une montée du chômage inexorable.

Tout cela impose de sortir de l'Union européenne et de l'euro.

Du reste, les traités ne prévoient d'ailleurs pas la possibilité de sortir de l'euro sans sortir de l'UE.

LES EUROPÉISTES PRIS À LEUR PROPRE PIÈGE

La seule réponse des européistes à ces arguments a consisté :

1. pour ce qui me concerne, à briser ma carrière administrative, à m'interdire purement et simplement l'accès aux médias et à organiser l'omerta autour des mes analyses ;
2. plus généralement, à taxer quiconque veut sortir de l'euro de "nationalisme" et "d'extrême-droite". Et cela, au motif que Mme Le Pen voudrait sortir de l'euro, ce qu'elle a d'ailleurs "oublié" de proposer [dans sa profession de foi pour l'élection présidentielle](#), seul document officiel transmis aux 46 millions d'électeurs.

Je rappelle au passage que, loin de se démarquer de cette tactique de diabolisation orchestrée par l'UMP/MODEM/EELV/PS, le Front de Gauche abonde dans le même sens. M. [Jean-Luc Mélenchon a ainsi déclaré](#), le 26 juin 2011, sur la radio Europe 1 que « prôner la sortie de l'euro relève du maréchalisme »

Cette stratégie de la terreur intellectuelle, consistant à diaboliser quiconque veut sortir de l'euro et des traités européens, s'est certes révélée remarquablement efficace pour imposer au peuple français la situation dans laquelle nous sommes.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Seulement voilà : il y a une justice immanente. Maintenant que cette situation tourne au désastre, les européistes se retrouvent pris à leur propre piège de diabolisation.

Ayant pris appui depuis deux décennies sur les opportuns "[dérapages](#)" de la famille Le Pen pour certifier aux Français que vouloir [sortir de l'euro](#) et de la construction européenne était équivalent à approuver les idées hitlériennes, ils ne peuvent plus venir soudain expliquer aux Français que c'était une blague...

Il se sont donc condamnés à refuser absolument la seule possibilité de sauver le niveau de vie des Français, qui passe justement par la sortie de l'euro et de l'UE.

Les européistes, qu'ils appartiennent à l'UMP, au PS, au MoDem, à EELV, ou au FG, en sont donc réduits à contempler le naufrage, sans pouvoir rien dire ni faire d'efficace pour lutter contre.

Cela aurait la beauté antique de la tragédie grecque si cette irresponsabilité criminelle de notre classe politique n'entraînait pas des millions de nos compatriotes dans un appauvrissement épouvantable, dont nous n'avons encore vu que les prémises.

L'ABSENCE PATHÉTIQUE DE SOLUTION DES EUROPÉISTES

N'ayant donc rien à proposer d'efficace et de concret pour lutter contre la montée inexorable du chômage, le Premier ministre Ayrault a donc fait ce que savent faire les européistes : débiter sur un ton monotone des idées creuses, des promesses vaines, et des appels à la mobilisation.... dans le vide.

Au micro de France Inter, après avoir avoué que « la situation est particulièrement grave », le chef du gouvernement a ainsi accouché d'une souris :

« On est à trois millions de personnes sans emploi. C'est la raison pour laquelle nous avons accéléré la convocation du Parlement. Tout le monde doit s'y mettre, retrousser les manches, pour qu'on réussisse. »

Comme si le problème était que les gens s'étaient tourné les pouces, depuis 20 ans qu'a été ratifié Maastricht !

M. Ayrault nous a également fait le coup du déni, en lançant : « Je ne veux pas être le Premier ministre d'un tournant de l'austérité », alors que c'est pourtant exactement ce qu'il est, puisqu'il n'est que l'exécutant docile des instructions de l'oligarchie UE-BCE-FMI.

Alors que propose-t-il réellement ? Eh bien, on a beau tourner et retourner ses propos dans tous les sens, on ne trouve rien.

Il a réaffirmé que « les objectifs de 3% (de déficit) pour le budget 2013 seront tenus », ce qui veut donc dire que la politique de récession suicidaire va être maintenue et renforcée.

Curieusement, M. Ayrault s'est ensuite défendu « d'avoir bullé, comme on dit » pendant l'été.

Puis il a balayé les critiques : « Je n'entends pas ces critiques parce qu'elles ne correspondent à rien (...) Ça, c'est les petits potins ».

Et il a terminé en engueulant tout le monde : « Ça suffit ! Cela vaut pour tout le monde. La discussion a lieu au sein du conseil des ministres, pas sur la place publique. »

Voilà qui en dit long sur le degré de nervosité de l'équipe gouvernementale. Cela nous promet certainement des rebondissements cocasses au sein de la "majorité plurielle" au cours des mois à venir.



En haut, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault, vérifiant son brushing - en bas, le Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social Michel Sapin, une nouvelle fois convié à faire part de ses « expertises » devant les caméras.

L'INDÉCENCE DE MICHEL SAPIN

Ce dimanche ensoleillé du 2 septembre 2012 a enfin été marqué par [les déclarations indécentes de Michel Sapin](#), « Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social » [sic].

Lors du Forum Radio J, il a joué les blasés et a même presque tourné les chiffres calamiteux du chômage comme s'il s'agissait d'une plaisanterie :

« C'est déjà fait les trois millions de chômeurs ! Les chiffres que nous commentons, (...) qui sont les chiffres du mois de juillet, sont aujourd'hui dépassés. On est en septembre. Donc, ce n'est pas la peine de s'interroger sur les 10%. C'est déjà fait ! ».

Avant d'enchaîner : « Ne nous battons pas sur des symboles qui sont déjà dépassés (...) La question est : 'est-ce que ça va augmenter encore beaucoup?'. Oui, ça va encore augmenter. »

Voilà au moins qui est clair : le « Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social » - de gauche - annonce non seulement sur le ton de la boutade que « les trois millions de chômeurs, c'est déjà fait ! », mais il prévient d'un ton bravache que « ça va encore augmenter. » Alleluia !

Bien entendu, il a quand même voulu laisser un peu d'espoir, en concluant : « Est-ce qu'à un moment donné on peut l'inverser? Oui, on peut l'inverser . »

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Mais que vaut donc cette promesse ?

Pour mesurer le degré de fiabilité des promesses du sieur Michel Sapin, rien n'est plus instructif que de rappeler ce qu'il disait voici 20 ans.

En 1992, Michel Sapin était Ministre de l'Économie et des Finances sous François Mitterrand et militait ardemment pour que les Français votent OUI au référendum du 20 septembre sur le traité de Maastricht. Il le fit notamment en ces termes, [sur RTL, le 29 juillet 1992](#) :

« La France, compte tenu de la politique qui y est menée, est le seul pays qui, dès aujourd'hui, est en situation de pouvoir entrer dans la monnaie unique. [...] Tous les Français savent bien que l'Europe c'est la prospérité. La monnaie unique sera l'occasion d'accroître la prospérité européenne. Il suffit pour cela de constater que, du jour où la monnaie unique sera créée, elle sera la première monnaie du monde. »

CONCLUSION : L'INCOMPÉTENCE FLAMBOYANTE AU POUVOIR

Que le Ministre de l'Économie et des Finances se soit trompé à 100% dans ses prévisions de l'époque ne l'a pas empêché de continuer à plastronner au PS et d'y prendre la pose du "sage" et de "l'expert".

En novembre 2011, François Hollande, candidat PS à l'élection présidentielle, en a d'ailleurs fait un élément clef de son équipe de campagne : il l'avait nommé "Chargé du projet présidentiel".....

Avec un tel "expert" pour piloter le programme présidentiel de Hollande et pour lutter contre le chômage en France, nous pouvons être certains que les mois qui viennent seront bien sombres.